



**Santé
Ontario**

États financiers

31 mars 2024



27 juin 2024

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction et le conseil d'administration sont responsables des états financiers ainsi que de toute autre information connexe. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public et renferment, s'il y a lieu, des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations de la direction.

Santé Ontario tient à respecter les normes les plus élevées en matière d'intégrité et de services aux patients. Pour protéger son actif, l'organisme a mis en place un ensemble solide et dynamique de contrôles et de procédés financiers internes traduisant un bon équilibre coûts-avantages. La direction a élaboré et maintient des contrôles financiers et administratifs, des systèmes d'information et des pratiques de gestion de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière. Des vérifications internes sont effectuées pour évaluer les systèmes et pratiques de gestion, et des rapports sont remis au comité de vérification et des finances.

Pour la période se terminant le 31 mars 2024, il incombait au conseil d'administration de Santé Ontario, par l'intermédiaire du Comité des finances, de l'audit et des risques, de s'assurer que la direction avait assumé ses responsabilités en ce qui concerne la présentation de l'information financière et les contrôles internes. Le comité rencontre régulièrement la direction et la vérificatrice générale pour s'assurer que chaque partie s'est bien acquittée de ses fonctions respectives et pour examiner les états financiers avant de recommander leur approbation par le conseil d'administration. La vérificatrice générale a directement et pleinement accès au Comité des finances, de l'audit et des risques, en présence ou non de la direction, afin de discuter de sa vérification et de ses conclusions quant à l'intégrité de l'information financière et à l'efficacité des contrôles internes.

Les états financiers ont été examinés par le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario. Il incombe à la vérificatrice générale d'exprimer son opinion quant à savoir si les états financiers donnent une image fidèle des résultats conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Dans son rapport, la vérificatrice générale fait part de son examen et de son opinion.

Au nom de la direction de Santé Ontario,

Handwritten signature of Matthew Anderson in black ink.

Matthew Anderson,
Président et directeur général

Handwritten signature of Elham Roushani in blue ink.

Elham Roushani, BSc, CPA, CA
Directeur général des finances



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Santé Ontario

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de Santé Ontario qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2024, et les états des résultats et de l'excédent accumulé, de l'évolution de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Santé Ontario au 31 mars 2024, ainsi que des résultats de son exploitation, de l'évolution de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante de Santé Ontario conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de Santé Ontario à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si Santé Ontario a l'intention de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de Santé Ontario.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de

détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de Santé Ontario;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de Santé Ontario à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener Santé Ontario à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

La vérificatrice générale,



Shelley Spence, CPA, CA, ECA

Toronto (Ontario)
Le 27 juin 2024

État de la situation financière

Au 31 mars 2024
(en milliers de dollars)

| | 2024 | 2023 |
|---|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Actifs financiers | | |
| Trésorerie | 514 106 | 612 049 |
| Sommes à recevoir des ministères et des fournisseurs de soins de santé (note 4) | 2 016 255 | 1 651 581 |
| Comptes débiteurs (notes 5 et 20) | 45 763 | 36 395 |
| | <u>2 576 124</u> | <u>2 300 025</u> |
| Passifs | | |
| Sommes dues aux ministères et aux fournisseurs de soins de santé (note 6) | 2 424 818 | 2 118 868 |
| Comptes créditeurs et charges à payer (notes 7 et 20) | 53 896 | 45 329 |
| Produits reportés (note 8) | 132 264 | 174 273 |
| Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition (note 9) | 3 652 | 5 226 |
| Avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite (note 10) | 1 542 | 1 700 |
| Produits reportés liés aux immobilisations (note 11) | 15 207 | 25 757 |
| | <u>2 631 379</u> | <u>2 371 153</u> |
| Dette nette | (55 255) | (71 128) |
| Actifs non financiers | | |
| Immobilisations corporelles (note 12) | 19 116 | 31 680 |
| Charges payées d'avance (note 13) | 37 275 | 40 584 |
| | <u>56 391</u> | <u>72 264</u> |
| Excédent accumulé | 1 136 | 1 136 |

Engagements et éventualités (notes 17 et 18)

Garanties (note 19)

Les notes annexées font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration



Dre Catherine Zahn
Présidente, Conseil



Lynda Hawton
Présidente, Comité des finances, de la
vérification et des risques

État des résultats et de l'excédent accumulé

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

| | 2024 | 2024 | 2023 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Budget | Réel | Réel |
| | \$ | \$ | \$ |
| Produits | | | |
| Ministère de la Santé | 32 700 374 | 35 028 475 | 32 080 227 |
| Ministère des Soins de longue durée | 4 811 676 | 5 029 286 | 4 530 338 |
| Amortissement des produits reportés liés aux immobilisations | 13 734 | 10 550 | 12 896 |
| Autres produits et financement de subventions (note 14) | 9 557 | 9 522 | 9 364 |
| | 37 535 341 | 40 077 833 | 36 632 825 |
| Charges (note 15) | | | |
| Paiements de transfert : | | | |
| Paiements de transfert aux fournisseurs de services de santé | 32 026 931 | 34 313 560 | 31 435 432 |
| Paiements de transfert au ministère des Soins de longue durée | 4 811 676 | 5 029 186 | 4 530 338 |
| Résultats : | | | |
| Prestation directe de programmes | 636 093 | 673 071 | 600 992 |
| Services généraux | 44 372 | 46 876 | 45 634 |
| Occupation | 12 973 | 11 044 | 16 265 |
| Ombudsman des patients (annexe 2) | 3 296 | 4 096 | 4 164 |
| | 37 535 341 | 40 077 833 | 36 632 825 |
| Excédent d'exploitation annuel | - | - | - |
| Excédent accumulé, au début de l'exercice | 1 136 | 1 136 | 1 136 |
| Excédent accumulé, à la fin de l'exercice | 1 136 | 1 136 | 1 136 |

Les notes annexées font partie intégrante des présents états financiers.

État de l'évolution de la dette nette

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024
(en milliers de dollars)

| | 2024 | 2024 | 2023 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| | Budget | Réel | Réel |
| | \$ | \$ | \$ |
| Dette nette, au début de l'exercice | (71 128) | (71 128) | (67 210) |
| Excédent annuel (déficit) | - | - | - |
| Évolution des actifs non financiers : | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles (note 12) | - | - | (11 708) |
| Cession d'immobilisations corporelles (note 12) | - | 14 | 1 |
| Amortissement des immobilisations corporelles (notes 12 et 15) | 14 823 | 12 550 | 15 433 |
| Évolution des charges payées d'avance | - | 3 308 | (7 644) |
| Évolution de l'actif net (dette) | 14 823 | 15 872 | (3 918) |
| Dette nette, à la fin de l'exercice | (56 305) | (55 256) | (71 128) |

Les notes annexées font partie intégrante des présents états financiers.

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

| | 2024 | 2023 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| | \$ | \$ |
| Opérations d'exploitation : | | |
| Excédent (déficit) annuel | - | - |
| Évolution des postes hors trésorerie : | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles (notes 12 et 15) | 12 550 | 15 433 |
| Amortissement des produits reportés liés aux immobilisations (note 11) | (10 550) | (12 896) |
| Perte sur cession d'immobilisations corporelles (note 12) | 14 | 1 |
| Diminution (augmentation) des : | | |
| Sommes à recevoir des ministères et des fournisseurs de soins de santé | (364 674) | (267 675) |
| Comptes débiteurs | (9 368) | (4 439) |
| Charges payées d'avance | 3 309 | (7 644) |
| Sommes dues aux ministères et aux fournisseurs de soins de santé | 305 950 | 760 411 |
| Comptes créditeurs et charges à payer | 8 567 | (16 219) |
| Avantages complémentaires postérieurs au départ à la retraite autres que les prestations de retraite (note 10) | (158) | (157) |
| Produits reportés (note 8) | (42 009) | (64 601) |
| | <u>(96 369)</u> | <u>402 214</u> |
| Opérations de capital : | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles (note 12) | - | (11 708) |
| Opérations de financement : | | |
| Produits reportés liés aux immobilisations (note 11) | - | 5 212 |
| Paiements liés à des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition (note 9) | (1 574) | 5 049 |
| | <u>(1 574)</u> | <u>10 261</u> |
| Diminution (augmentation) de la trésorerie | (97 943) | 400 767 |
| Trésorerie, au début de l'exercice | 612 049 | 211 282 |
| Trésorerie, à la fin de l'exercice | <u>514 106</u> | <u>612 049</u> |

Les notes annexées font partie intégrante des présents états financiers.

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

1. Nature des activités

Santé Ontario (l'organisme) est un organisme de la Couronne constitué le 6 juin 2019 en vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés* (la *Loi*). L'organisme est responsable de la mise en œuvre des stratégies liées au système de santé élaborées par le ministère de la Santé, le ministère des Soins de longue durée (appelés collectivement ci-après les ministères), et de la gestion des besoins en services de santé dans l'Ontario. Les objectifs de l'organisme sont énoncés dans la *Loi* et les règlements connexes de l'Ontario.

Le travail de l'organisme consiste à :

- mesurer le rendement du système de santé et en rendre compte;
- superviser la prestation et la qualité des services de soins cliniques, y compris les services liés au cancer, aux maladies rénales, aux troubles cardiaques, aux soins palliatifs, à la santé mentale et aux services de don d'organes et de tissus;
- gérer le financement et l'obligation redditionnelle du système de santé;
- créer des services numériques et virtuels provinciaux qui donneront accès aux patients et aux fournisseurs de soins de santé;
- établir des normes de qualité et des lignes directrices fondées sur des données probantes visant à suivre les soins cliniques.

L'organisme est essentiellement financé par la province de l'Ontario par l'intermédiaire des ministères. En tant que société de la Couronne de la province de l'Ontario, l'organisme est exonéré de l'impôt le revenu.

2. Principales méthodes comptables

Mode de présentation

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables du secteur public du Canada et tiennent compte des importantes conventions comptables suivantes.

Adoption de nouvelles normes comptables

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre secteur public 3400, Revenus, en vigueur pour les exercices à compter du 1^{er} avril 2023. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers.

Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés à la période à laquelle les opérations ou événements qui les génèrent se produisent, comme décrit plus bas. Tous les produits sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice, excepté lorsque la comptabilité d'exercice ne peut pas être déterminée avec une certitude raisonnable ou lorsque l'estimation n'est pas réaliste.

(i) Transferts gouvernementaux

Les transferts des ministères sont appelés des transferts gouvernementaux.

Les transferts gouvernementaux sont comptabilisés à titre de produits reportés lorsque les critères d'admissibilité pour l'utilisation du transfert, ou les conditions ainsi que les mesures et communications de

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

l'organisme relatives à l'utilisation du transfert, créent un passif. Ces transferts sont comptabilisés comme produits si les conditions sont respectées et, le cas échéant, si l'organisme respecte à l'utilisation convenue du transfert.

Tous les autres transferts gouvernementaux, sans modalités pour l'utilisation du transfert, sont comptabilisés comme produits lorsque le transfert est autorisé et que l'organisme satisfait aux critères d'admissibilité.

Les transferts gouvernementaux reçus pour l'acquisition d'immobilisations sont comptabilisés à titre de produits reportés liés aux immobilisations et sont amortis selon la même méthode que les immobilisations associées.

Les paiements de transfert aux fournisseurs de services de santé (FSS) pour les activités hospitalières des ministères sont fondés sur les modalités énoncées dans l'entente de responsabilisation des FSS conclue avec Santé Ontario, y compris les modifications apportées au cours de l'année. La trésorerie associée à ces paiements de transfert passe directement des ministères aux FSS et ne passe pas par le compte bancaire de Santé Ontario. Santé Ontario s'assure que les paiements réalisés pour des activités hospitalières et de soins de longue durée sont en conformité et qu'ils ne dépassent pas les affectations approuvées dans les ententes en vigueur. Les sommes prévues pour les activités hospitalières et de soins de longue durée sont présentées à la note 15.

(ii) Autres produits et financement de subventions

L'organisme a reçu l'approbation de la lieutenante-gouverneure de l'Ontario de recevoir des fonds d'autres sources que les ministères et de générer des produits en lien avec des activités précises comme indiqué dans le décret 322/2020. Les autres produits sont comptabilisés à titre de produits lorsque les obligations de prestation sont respectées.

Les apports non gouvernementaux avec des affectations d'origine externe sont comptabilisés à titre de produits reportés si les conditions de leur utilisation, ou les conditions ainsi que les mesures et communications de l'organisme relatives à l'utilisation du transfert, créent un passif. Ces ressources sont comptabilisées à titre de produits si les conditions sont respectées et, le cas échéant, si l'organisme respecte l'utilisation convenue du transfert.

Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le coût de tous les services reçus pendant l'année est imputé aux charges.

Les charges comprennent les subventions et les paiements de transfert versés aux bénéficiaires en vertu d'ententes de financement. Les subventions et transferts sont comptabilisés en tant que charges lorsque le transfert est autorisé et que le bénéficiaire satisfait aux critères d'admissibilité. Les recouvrements liés aux subventions et transferts sont comptabilisés en tant que réduction des charges lorsque le recouvrement est raisonnablement estimé et susceptible de se produire. En raison de ce processus, les charges de chaque année seront égales aux produits dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé.

Trésorerie

L'organisme considère les dépôts bancaires comme de la trésorerie.

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur lorsqu'ils sont acquis ou émis. Lors de périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au coût ou au coût amorti après dépréciation, le cas échéant. Les actifs et passifs financiers sont évalués au coût amorti y compris la trésorerie, les sommes à recevoir du Ministère et des fournisseurs de services de santé, les comptes débiteurs, les sommes dues au Ministère et aux fournisseurs de services de santé, les comptes créditeurs et charges à payer.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Les coûts liés aux immobilisations comprennent les coûts directement liés à l'acquisition, la conception, la construction, le développement, l'amélioration ou le perfectionnement des immobilisations corporelles. Les coûts associés à la main-d'œuvre interne et de tiers sont comptabilisés comme des logiciels en lien avec le développement de projets de technologie de l'information.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée de vie estimée de l'actif, comme suit :

| Actif | Durée de vie utile |
|---|------------------------|
| Matériel informatique | 4 ans |
| Logiciels | 3 ans |
| Logiciels – applications commerciales développées à l'interne | 3 à 10 ans |
| Mobilier de bureau et matériel | 5 ans |
| Améliorations locatives | Durée du bail restante |

Lorsqu'une immobilisation ne présente plus aucun potentiel de service à long terme pour l'organisme, le différentiel de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle doit être comptabilisé en gain ou en perte, selon le cas, dans l'état des résultats et l'excédent accumulé.

Pour l'actif acquis ou mis en usage au cours de l'exercice, l'amortissement est calculé pour les mois restants.

Charges de retraite

Conformément à un décret, l'organisme est un employeur en vertu du Régime de retraite de la fonction publique (RRFP), auquel les nouveaux employés sont inscrits. Le décret permet aux employés membres du Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOPP) à la date du transfert vers Santé Ontario de rester membres de ce régime. Les employés représentés par des agents négociateurs participent au RRFP ou au HOOPP, comme stipulé dans leur convention collective.

L'organisme comptabilise sa participation au RRFP et au HOOPP, des régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées, comme des régimes à cotisations déterminées, étant donné que l'organisme ne dispose pas des renseignements nécessaires pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées. Les cotisations de l'organisme sont donc comptabilisées comme si les régimes étaient des régimes à cotisations déterminées, et sont passées en charges au moment où elles sont exigibles.

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

Avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite

Le coût des avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite est déterminé par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et est passé en charges au moment où les services sont rendus. Les ajustements à ces charges découlant des changements d'estimations et les gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimée du reste des années de service des groupes de salariés concernés selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Utilisation des estimations

La préparation des états financiers exige que la direction réalise des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés au titre de l'actif et du passif et sur la présentation de l'actif et des éventualités à la date des états financiers ainsi que sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges au cours de l'exercice. Les postes assujettis à ces estimations et hypothèses comprennent les charges relatives aux dépenses en médicaments, les comptes créditeurs et charges à payer, les sommes à recevoir du ministère et des fournisseurs de services de santé et dues au ministère et aux fournisseurs de services de santé, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, et les avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3. Trésorerie

La trésorerie comprend un montant de 356 \$ (338 \$ en 2023) détenu en dépôt fiduciaire au cas où d'anciens membres déposeraient une demande. Cette somme est assujettie à des affectations d'origine externe et n'est pas disponible pour une utilisation générale.

4. Sommes à recevoir des ministères et des fournisseurs de soins de santé

| | 2024 | 2023 |
|--|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Sommes à recevoir du ministère de la Santé | 997 730 | 1 126 206 |
| Sommes à recevoir du ministère des Soins de longue durée | 298 932 | 7 318 |
| Sommes à recevoir des fournisseurs de services de santé | 660 270 | 518 057 |
| Avances de paiements de transfert | 59 323 | - |
| | <u>2 016 255</u> | <u>1 651 581</u> |

À la demande du ministère de la Santé, Santé Ontario a avancé des fonds provenant de paiements de transfert aux hôpitaux au cours de l'année.

5. Comptes débiteurs

| | 2024 | 2023 |
|---|---------------|---------------|
| | \$ | \$ |
| TVH récupérable | 14 923 | 15 329 |
| Comptes débiteurs liés aux rabais sur les médicaments | 30 302 | 18 518 |
| Autres comptes débiteurs | 538 | 2 548 |
| | <u>45 763</u> | <u>36 395</u> |

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

6. Sommes dues aux ministères et aux fournisseurs de soins de santé

| | 2024 | 2023 |
|--|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Sommes dues au ministère de la Santé | 1 143 375 | 941,736 |
| Sommes dues au ministère des Soins de longue durée | 40 326 | 24 749 |
| Sommes dues aux fournisseurs de services de santé | 1 241 117 | 1 152 383 |
| | <u>2 424 818</u> | <u>2 118 868</u> |

7. Comptes créditeurs et charges à payer

| | 2024 | 2023 |
|--|---------------|---------------|
| | \$ | \$ |
| Engagements liés au commerce | 303 | 621 |
| Charges à payer | 53 237 | 44 370 |
| Sommes détenues par un tiers au titre d'un régime de retraite (note 3) | 356 | 338 |
| | <u>53 896</u> | <u>45 329</u> |

8. Produits reportés

a) L'évolution dans le solde des produits reportés est la suivante :

| | Ministères | Autres bailleurs de fonds | Total 2024 | Total 2023 |
|---|-------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits reportés – au début de l'exercice | 172 578 | 1 695 | 174 273 | 238 874 |
| Fonds reçus | 40 016 223 | 7 786 | 40 024 009 | 36 559 716 |
| Sommes comptabilisées à titre de produits | (40 057 761) | (8 257) | (40 066 018) | (36 619 105) |
| Sommes utilisées pour l'achat de biens d'investissement (note 11) | - | - | - | (5 212) |
| | <u>(41 538)</u> | <u>(471)</u> | <u>(42 009)</u> | <u>(64 601)</u> |
| Produits reportés – à la fin de l'exercice | <u>131 040</u> | <u>1 224</u> | <u>132 264</u> | <u>174 273</u> |

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

b) Le solde des produits reportés à la fin de la période est grevé d'affectations aux fins suivantes :

| | Ministères | Autres bailleurs de fonds | Total 2024 | Total 2023 |
|---|----------------|---------------------------------|----------------|----------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Investissements dans les préposés aux services de soutien à la personne | 87 042 | - | 87 042 | - |
| Fournisseurs de services de santé à travers les régions | 43 998 | - | 43 998 | 171 203 |
| Fonds de dotation et fonds affectés | - | 1 211 | 1 211 | 1 652 |
| Réseau de soins virtuels | - | 13 | 13 | 13 |
| Services de cancérologie et de dépistage | - | - | - | 30 |
| Autre | - | - | - | 1 375 |
| | <u>131 040</u> | <u>1 224</u> | <u>132 264</u> | <u>174 273</u> |

9. Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition

L'organisme possède des contrats de location-acquisition pour du matériel informatique, dont les taux d'intérêt vont de 4,51 % à 5,74 % et des options d'achat à prix incitatif de 1 \$ à la fin de la location. Le matériel informatique est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur sa durée de vie économique de quatre ans. Les paiements de location minimaux à venir se terminant en octobre 2026 avec le solde des obligations des contrats sont présentés ci-dessous.

| | 2024 | 2023 |
|---|----------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| 2024 | - | 1 749 |
| 2025 | 1 749 | 1 749 |
| 2026 | 1 749 | 1 749 |
| 2027 | 283 | 283 |
| Total des paiements de location minimaux | <u>3 781</u> | <u>5 530</u> |
| Frais d'intérêts | <u>(129)</u> | <u>(304)</u> |
| Solde des obligations | 3 652 | 5 226 |
| Moins : tranche à court terme | <u>(1 647)</u> | <u>(1 574)</u> |
| Obligations à long terme découlant des contrats de location-acquisition | <u>2 005</u> | <u>3 652</u> |

Les frais d'intérêts sur les contrats de location-acquisition pendant la période se sont élevés à 174 \$ (202 \$ en 2023).

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

10. Charges de retraite et avantages postérieurs à l'emploi

(i) Régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées

L'organisme emploie 1 519 employés membres du Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOPP) et 1 721 employés membres du Régime de retraite de la fonction publique (RRFP). Il s'agit de deux régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées, et les membres recevront des prestations en fonction de la durée de service et de la moyenne annualisée de leurs revenus.

Les cotisations versées aux régimes interentreprises par l'organisme au nom de ses employés pendant la période visée s'élevaient à 28 257 \$ (25 700 \$ en 2023) et sont comptabilisées dans la charge Salaires et avantages sociaux, détaillée à la note 15.

(ii) Avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite

Un régime fermé d'avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite couvrant les soins médicaux et dentaires des employés retraités avant le 1^{er} janvier 2006 a été transféré à l'organisme le 2 décembre 2019. Les prestations versées au cours de la période allant du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024 s'élevaient à 114 \$ (116 \$ en 2023). L'évaluation actuarielle des avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite est datée du 31 mars 2022 et a été extrapolée jusqu'au 31 mars 2025.

Les renseignements relatifs aux avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite de l'organisme figurent ci-dessous :

| | 2024 | 2023 |
|---|--------------|--------------|
| | \$ | \$ |
| Obligation au titre des prestations constituées | 770 | 854 |
| Gains (pertes) actuariel(le)s non amorti(e)s | 772 | 846 |
| Avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite | <u>1 542</u> | <u>1 700</u> |

L'évolution du passif au titre des avantages sociaux futurs durant la période est présentée comme suit :

| | 2024 | 2023 |
|--|--------------|--------------|
| | \$ | \$ |
| Avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite – solde d'ouverture | 1 700 | 1 857 |
| Frais d'intérêts | 30 | 33 |
| Cotisations de capitalisation | (114) | (116) |
| Amortissement des gains actuariels | (74) | (74) |
| Avantages complémentaires postérieurs à l'emploi autres que les prestations du régime de retraite – solde de fermeture | <u>1 542</u> | <u>1 700</u> |

La valeur actualisée déterminée par calcul actuariel de l'obligation de prestations constituées est mesurée en fonction des meilleures estimations de la direction basées sur des hypothèses reflétant la conjoncture économique et les mesures prévues les plus probables, comme suit :

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

| | | |
|---|---|---------|
| Taux d'actualisation | | 3,75 % |
| Taux tendanciels des soins de santé complémentaires | 5,083 4 % en 2025 à 3,75 % en 2029 et après | |
| Taux tendanciels des frais dentaires | | 3,75 % |
| Années de service restantes moyennes des salariés | | 9,0 ans |

11. Apports reportés liés aux immobilisations

La variation du solde des apports reportés liés aux immobilisations est présentée comme suit :

| | 2024 | 2023 |
|---|---------------|---------------|
| | \$ | \$ |
| Solde au début de la période | 25 757 | 33 441 |
| Montants reçus liés aux immobilisations | - | 5 212 |
| Moins : sommes comptabilisées à titre de produits | (10 550) | (12 896) |
| Solde à la fin de la période | <u>15 207</u> | <u>25 757</u> |

12. Immobilisations corporelles

| | 2024 | | | |
|-------------------------|---------------------|--------------------------------|----------------------------|-------------------|
| | Début de l'exercice | Acquisitions d'immobilisations | Cessions d'immobilisations | Fin de l'exercice |
| Coût | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Matériel informatique | 107 419 | - | (10 740) | 96 679 |
| Logiciels | 168 324 | - | (34 002) | 134 322 |
| Mobilier et équipement | 8 706 | - | (2 997) | 5 709 |
| Améliorations locatives | 27 439 | - | (11 678) | 15 761 |
| | <u>311 888</u> | <u>-</u> | <u>(59 417)</u> | <u>252 471</u> |

| | 2024 | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------|----------------------------|-------------------|
| | Début de l'exercice | Amortissements | Cessions d'immobilisations | Fin de l'exercice |
| Cumul des amortissements | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Matériel informatique | 90 785 | 6 396 | (10 740) | 86 441 |
| Logiciels | 156 631 | 5 181 | (34 002) | 127 810 |
| Mobilier et équipement | 8 400 | 241 | (2 997) | 5 644 |
| Améliorations locatives | 24 392 | 732 | (11 664) | 13 460 |
| | <u>280 208</u> | <u>12 550</u> | <u>(59 403)</u> | <u>233 355</u> |

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

| | 2023 | | | |
|-------------------------|----------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|
| | Début de l'exercice | Acquisitions d'immobilisations | Cessions d'immobilisations | Fin de l'exercice |
| Coût | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Matériel informatique | 117 797 | 11 708 | (22 086) | 107 419 |
| Logiciels | 190 285 | - | (21 961) | 168 324 |
| Mobilier et équipement | 17 664 | - | (8 958) | 8 706 |
| Améliorations locatives | 27 439 | - | - | 27 439 |
| Terrains et bâtiments | 1 | - | (1) | - |
| | 353 186 | 11 708 | (53 006) | 311 888 |

| | 2023 | | | |
|---------------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------------|
| | Début de l'exercice | Amortissements | Cessions d'immobilisations | Fin de l'exercice |
| Cumul des amortissements | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Matériel informatique | 105 144 | 7 727 | (22 086) | 90 785 |
| Logiciels | 172 606 | 5 986 | (21 961) | 156 631 |
| Mobilier et équipement | 16 949 | 409 | (8 958) | 8 400 |
| Améliorations locatives | 23 081 | 1 311 | - | 24 392 |
| | 317 780 | 15 433 | (53 005) | 280 208 |

| | 2024 | 2023 |
|-------------------------------|---------------|---------------|
| Valeur comptable nette | \$ | \$ |
| Matériel informatique | 10 238 | 16 634 |
| Logiciels | 6 512 | 11 693 |
| Mobilier et équipement | 65 | 306 |
| Améliorations locatives | 2 301 | 3 047 |
| | 19 116 | 31 680 |

13. Charges payées d'avance

| | 2024 | 2023 |
|--|---------------|---------------|
| | \$ | \$ |
| Maintenance du matériel informatique et des logiciels payée d'avance | 37 006 | 39 752 |
| Autres charges payées d'avance | 270 | 832 |
| | 37 276 | 40 584 |

14. Autres produits et fonds de subventions

Les autres produits et fonds de subventions sont composés de ce qui suit :

| | 2024 | 2023 |
|---------------------|--------------|--------------|
| | \$ | \$ |
| Intérêts créditeurs | 3 251 | - |
| Fonds de subvention | 3 354 | 3 928 |
| Autre | 2 917 | 5 436 |
| | 9 522 | 9 364 |

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

15. Charges d'exploitation par article

| | 2024 \$ | 2023 \$ |
|---|-------------------|-------------------|
| Paiements de transfert aux fournisseurs de services de santé : | | |
| Activités hospitalières | 26 170 493 | 24 389 374 |
| Programmes cliniques – oncologie et dépistage | 1 626 332 | 1 561 864 |
| Programmes cliniques – médicaments | 1 112 598 | 846 283 |
| Programmes cliniques – soins rénaux et greffe | 736 452 | 733 752 |
| Programmes cliniques – génétiques et laboratoires | 138 101 | 189 465 |
| Programmes communautaires de santé mentale | 1 079 100 | 1 061 615 |
| Services de soutien communautaire | 880 132 | 780 378 |
| Centres de santé communautaires | 527 088 | 522 338 |
| Services d'assistance offerts dans les logements avec services de soutien | 457 988 | 415 480 |
| Traitement de la dépendance | 362 200 | 334 478 |
| Soins primaires | 276 124 | - |
| Programme provincial de recrutement clinique | 191 211 | 11 991 |
| Services et technologie numériques | 180 091 | 163 812 |
| Santé mentale | 145 999 | 121 451 |
| Autre | 429 651 | 303 151 |
| | <u>34 313 560</u> | <u>31 435 432</u> |
| Paiements de transfert au ministère des Soins de longue durée : | | |
| Activités de soins de longue durée | 5 029 186 | 4 530 338 |
| | <u>5 029 186</u> | <u>4 530 338</u> |
| Dépenses d'exploitation : | | |
| Salaires et avantages sociaux | 395 497 | 351 485 |
| Assistance et maintenance de la technologie de l'information | 110 651 | 104 757 |
| Acquisition de services | 161 091 | 140 430 |
| Fournitures pour dépistage, laboratoires et médicales | 26 644 | 20 329 |
| Amortissements | 12 550 | 15 433 |
| Coûts d'occupation | 11 093 | 16 502 |
| Autres charges d'exploitation | 17 547 | 18 118 |
| Perte sur cession | 14 | 1 |
| | <u>735 087</u> | <u>667 055</u> |
| Charges totales | <u>40 077 833</u> | <u>36 632 825</u> |

Parmi les paiements de transfert, les paiements de transfert représentant à 34 769 704 \$ (32 246 168 \$ en 2023) sont transférés directement des ministères aux fournisseurs de services de santé et ne passent pas par le compte bancaire de Santé Ontario.

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

16. Opérations entre apparentés

L'organisme est une partie liée à d'autres organismes qui sont contrôlés par la province de l'Ontario ou sous influence notable de celle-ci. Les opérations sont évaluées à la valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie établi et convenu par les apparentés.

Les opérations avec ces apparentés liées étaient les suivantes :

- a) En vertu de la *Loi*, la lieutenant-gouverneure en conseil nomme les membres du conseil d'administration de l'organisme. La rémunération totale payée aux membres du Conseil d'administration au cours de l'année s'élevait à 39 \$ (73 \$ en 2023).
- b) L'organisme a engagé des dépenses de 18 299 \$ (19 285 \$ en 2023) auprès d'Acronym Solutions Inc (anciennement Hydro One Inc) pour des services de réseau et de télécommunications.
- c) L'organisme a engagé des dépenses de 1 306 \$ (3 384 \$ en 2023) et 2 376 \$ (2 376 \$ en 2023) pour les charges liées à la location de bureaux et d'autres dépenses liées aux installations d'Infrastructure Ontario et du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, respectivement. Au 31 mars, les comptes créditeurs et charges à payer comprennent 594 \$ (396 \$ en 2023) à verser au ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.
- d) L'organisme a enregistré des charges de 653 \$ (672 \$ en 2023) pour la prestation de services administratifs et d'autres services d'assistance du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs. Au 31 mars, les comptes créditeurs et charges à payer comprennent 30 \$ (150 \$ en 2023) en lien avec ces services.
- e) Les autres opérations entre apparentés sont décrites dans les notes 10 et 17.

17. Engagements

L'organisme a plusieurs engagements contractuels pluriannuels liés à la location de bureaux. Les paiements de base minimaux qu'exigent ces contrats sont les suivants :

| | Paiement de base | Contrat de services de réseau | Total |
|---------------|-----------------------------|--|---------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| 2025 | 4 326 | 14 842 | 19 168 |
| 2026 | 3 702 | 13 796 | 17 498 |
| 2027 | 3 715 | 13 403 | 17 118 |
| 2028 | 1 933 | 9 947 | 11 879 |
| 2029 et après | 385 | - | 385 |
| | 14 061 | 51 987 | 66 048 |

L'organisme est tenu de payer les impôts fonciers et les charges d'exploitation associés aux bureaux, ce qui représente 3 908 \$ (7 437 \$ en 2023).

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

18. Éventualités

L'organisme est membre du Healthcare Insurance Reciprocal of Canada (HIROC), le régime d'auto assurance créé par les hôpitaux et d'autres organismes. Si le total des primes payées ne suffit pas pour régler les réclamations, l'organisme sera tenu de fournir des fonds supplémentaires à titre de participant au régime. Depuis sa création, le HIROC a accumulé un excédent non affecté qui représente le total des primes payées par tous les assurés cotisants, majoré des produits de placements et minoré de l'obligation au titre des réserves et des charges pour réclamations et des charges d'exploitation.

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme est soumis à plusieurs réclamations réelles et potentielles. La direction a enregistré sa meilleure estimation du passif potentiel lié à ces réclamations lorsqu'il est probable qu'un passif existe et qu'il peut être estimé. Dans d'autres cas, l'issue des réclamations ne peut pas être déterminée à ce stade.

Toutes les pertes supplémentaires liées aux réclamations seront comptabilisées pendant l'exercice au cours duquel l'élément passif peut être estimé ou des ajustements à tout montant comptabilisé sont jugés nécessaires.

19. Garanties

Indemnisation des administrateurs et des dirigeants

Les règlements administratifs de l'organisme prévoient l'indemnisation de ses administrateurs et dirigeants, des anciens administrateurs et dirigeants et des autres personnes qui ont siégé à des comités du conseil, pour les frais engagés en rapport avec des actions en justice, des poursuites et autres litiges découlant de leurs services, et pour tous les autres frais engagés ou subis dans le cadre de leurs fonctions. Cette indemnisation ne s'applique pas aux frais qui résultent d'une malhonnêteté, d'une négligence volontaire ou d'une faute de leur part.

La nature de cette indemnisation ne permet pas à l'organisme d'estimer de manière raisonnable le montant maximal qu'il pourrait être tenu de verser à des contreparties. Pour compenser des versements éventuels, l'organisme a souscrit auprès du HIROC une assurance responsabilité maximale pour ses administrateurs et dirigeants. L'organisme n'a versé aucune somme au titre de ces indemnisations et aucun montant ne figure dans les états financiers ci-joints au titre de cette éventualité.

Autres conventions relatives aux indemnisations

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme conclut des accords relatifs à l'indemnisation de tiers. Cela comprend l'indemnisation des propriétaires des locaux loués par l'organisme; l'indemnisation du ministère de la Santé en cas de réclamations, d'actions en justice, de poursuites et d'autres litiges fondés sur des actes ou omissions des groupes représentant les médecins, radiologistes, gynécologues et oncologues selon certaines modalités de financement; et l'indemnisation des hôpitaux d'accueil participant au programme intégré de cancérologie en cas de réclamations, d'actions en justice, de coûts, de dommages-intérêts et de charges résultant de tout manquement de l'organisme à ses obligations aux termes de l'entente d'intégration des programmes de lutte contre le cancer et des documents connexes.

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

Les modalités de ces indemnisations varient selon l'accord sous-jacent, mais s'appliquent normalement pendant toute la durée de celui-ci. Dans la plupart des cas, l'accord ne prévoit aucun plafond relatif au montant maximal éventuel d'une indemnisation, ce qui empêche l'organisme d'estimer de façon raisonnable son risque éventuel maximal. L'organisme n'a versé aucune somme au titre de ces indemnisations et aucun montant ne figure dans les états financiers ci-joints au titre de cette éventualité.

20. Gestion des risques financiers

L'organisme est exposé à certains risques financiers, notamment le risque lié au crédit et le risque lié aux liquidités.

Risque lié au crédit

Le risque lié au crédit découle de la trésorerie détenue auprès d'institutions financières et de l'exposition aux comptes débiteurs en souffrance. La trésorerie est détenue auprès de grandes institutions financières qui affichent des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de notation, ce qui réduit l'exposition au risque lié au crédit. Le risque lié aux comptes débiteurs est minimal, car la plupart des comptes débiteurs sont à recevoir des gouvernements provinciaux ou d'organismes contrôlés par ceux-ci. Le risque lié au crédit associé aux autres comptes débiteurs est atténué grâce aux pratiques de recouvrement et à la surveillance régulière des comptes.

L'exposition maximale au risque lié au crédit de l'organisme en lien avec les comptes débiteurs se présente comme suit :

| | 0 à 30 jours \$ | 31 à 60 jours \$ | 61 à 90 jours \$ | Plus de 91 jours \$ | Total 2024 \$ | Total 2023 \$ |
|--------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|---------------------------|---------------------|---------------------|
| TVH récupérable | 14 923 | - | - | - | 14 923 | 15 329 |
| Autres comptes débiteurs | 30 799 | 12 | - | 29 | 30 840 | 21 066 |
| Sommes à recevoir | 45 722 | 12 | - | 29 | 45 763 | 36 395 |

Aucune provision pour perte de valeur n'a été comptabilisée dans les montants ci-dessus (0 \$ en 2023).

Risque lié aux liquidités

Le risque lié aux liquidités désigne le risque que l'organisme ne soit pas en mesure de régler ses obligations en matière de flux de trésorerie lorsqu'elles sont exigibles. L'exposition de l'organisme au risque lié aux liquidités est minime, car la majorité du financement provient principalement de la province de l'Ontario. L'organisme atténue le risque lié aux liquidités en surveillant et en contrôlant les activités financières et les sorties de trésorerie attendues.

Le tableau suivant présente les comptes créditeurs et les charges à payer :

Notes accompagnant les états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

| | 0 à 30 jours \$ | 31 à 60 jours \$ | 61 à 90 jours \$ | Plus de 91 jours \$ | Total 2024 \$ | Total 2023 \$ |
|--|-----------------------|------------------------|------------------------|---------------------------|---------------------|---------------------|
| Engagements liés au commerce | 287 | 12 | 2 | 2 | 303 | 621 |
| Charges à payer | 53 237 | - | - | - | 53 237 | 44 370 |
| Sommes détenues par un tiers au titre d'un régime de retraite | - | - | - | 356 | 356 | 338 |
| Sommes à payer | 53 524 | 12 | 2 | 358 | 53 896 | 45 329 |

21. Événements postérieurs

Le 4 décembre 2023, la sanction royale a été accordée au projet de loi 135 qui modifie la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés* afin de créer le nouvel organisme de services appelé Santé à domicile Ontario.

Le 28 juin 2024, les 14 organismes des Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (Réseaux locaux d'intégration des services de santé, qui exercent leurs activités sous le nom de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire) seront fusionnés pour former un seul nouvel organisme de services appelé Santé à domicile Ontario, qui sera une filiale de Santé Ontario.

22. Chiffres correspondants des exercices antérieurs

Certains chiffres correspondants des exercices antérieurs ont été reclassifiés pour se conformer à la présentation des états financiers adoptés pour l'exercice en cours.

Annexe 1 : Rapprochement du financement du ministère de la Santé et du ministère des Soins de longue durée

Au 31 mars 2024
(en milliers de dollars)

| | Sommes à recevoir des ministères au début de la période | Sommes dues aux ministères au début de période | Produits reportés au début de la période | Fonds reçus (recouvrement) | Sommes comptabilisées à titre de produits | Produits reportés à la fin de la période | Sommes à recevoir des ministères à la fin de la période | Sommes dues aux ministères à la fin de la période |
|---|---|--|--|----------------------------|---|--|---|---|
| Exercices précédents | | | | | | | | |
| Numérique | - | 2 474 | - | - | 718 | - | - | 3 192 |
| Hôpitaux et immobilisations | (46 876) | 180 568 | - | 490 | (30 891) | - | (23 043) | 126 334 |
| Santé mentale et toxicomanie | - | 11 767 | - | - | 388 | - | - | 12 155 |
| Partenariats stratégiques | - | 4 596 | 1 375 | - | 38 | - | - | 4 634 |
| Programmes de santé et prestation | (222 451) | 245 646 | - | 205 622 | 7 475 | - | (16 829) | 253 121 |
| Bureau du médecin hygiéniste en chef, Santé publique | - | 118 | - | - | - | - | - | 118 |
| Stratégies relatives au numérique et à l'analytique | (4 719) | 17 253 | - | 3 711 | 2 798 | - | - | 19 043 |
| Politiques stratégiques, planifications | - | 30 | - | - | 2 230 | - | - | 2 260 |
| Soins infirmiers et pratique professionnelle | (9 973) | 2 323 | - | 13 728 | (70) | - | (108) | 6 116 |
| Services aux médecins et aux prestataires | (2 200) | - | - | 2 200 | - | - | - | - |
| Fournisseurs de services de santé régionaux | (847 274) | 478 381 | 171 203 | 766 127 | 39 942 | - | - | 359 166 |
| Année en cours | | | | | | | | |
| Hôpitaux et immobilisations | - | - | - | 2 537 025 | (2 528 412) | - | (11 798) | 20 411 |
| Opérations Accès aux soins | - | - | - | 16 948 | (16 835) | - | - | 113 |
| Programme de soins de cancérologie | - | - | - | 1 549 675 | (1 547 933) | - | (6 917) | 8 659 |
| Programme de dépistage du cancer | - | - | - | 94 535 | (93 782) | - | (1 598) | 2 351 |
| CorHealth | - | - | - | 7 214 | (7 193) | - | - | 21 |
| Programme d'équipement médical de diagnostic (fonds pour les dépenses de capital) | - | - | - | 40 600 | (40 600) | - | - | - |
| Réseau rénal de l'Ontario | - | - | - | 734 841 | (729 299) | - | - | 5 542 |
| Dons d'organes et de tissus et greffe | - | - | - | 69 075 | (68 685) | - | (3 283) | 3 673 |

| | Sommes à recevoir des ministères au début de la période | Sommes dues aux ministères au début de période | Produits reportés au début de la période | Fonds reçus (recouvrement) | Sommes comptabilisées à titre de produits | Produits reportés à la fin de la période | Sommes à recevoir des ministères à la fin de la période | Sommes dues aux ministères à la fin de la période |
|---|---|--|--|----------------------------|---|--|---|---|
| CritiCall Ontario | - | - | - | 12 303 | (12 303) | - | - | - |
| Soins aux malades en phase critique Ontario | - | - | - | 4 471 | (4 471) | - | - | - |
| Alliance des soins de réadaptation | - | - | - | 490 | (490) | - | - | - |
| Groupe de travail sur la vision provinciale | - | - | - | 50 | (50) | - | - | - |
| Programme d'entraide du service des urgences | - | - | - | 6 122 | (6 102) | - | - | 20 |
| Chefs cliniques des unités de soins intensifs néonataux | - | - | - | 375 | (343) | - | - | 32 |
| Surrey Place (troubles causés par l'alcoolisation fœtale) | - | - | - | 326 | (326) | - | - | - |
| Santé mentale et toxicomanie | - | - | - | 160 893 | (156 151) | - | (638) | 5 380 |
| Cliniques de santé mentale mobiles | - | - | - | 4 587 | (4 587) | - | - | - |
| ConnexOntario | - | - | - | 4 317 | (4 317) | - | - | - |
| Programmes communautaires de santé mentale | - | - | - | 5 518 | (5 133) | - | - | 385 |
| Ententes de paiement de transfert au titre des services de santé mentale et de traitement des dépendances (autres organismes) | - | - | - | 22 824 | (22 519) | - | - | 305 |
| Infrastructure numérique de données sur la santé mentale et la toxicomanie | - | - | - | 16 120 | (12 828) | - | - | 3 292 |
| Élargissement du Programme ontarien de psychothérapie structurée (POPS) | - | - | - | 73 430 | (72 986) | - | - | 444 |
| Carrefours bien-être pour les jeunes de l'Ontario (CAMH) | - | - | - | 10 457 | (10 113) | - | - | 344 |
| Soutien aux travailleurs de la santé en santé mentale et toxicomanie | - | - | - | - | (638) | - | (638) | - |
| Soutien au système du CAMH | - | - | - | 5 395 | (5 350) | - | - | 45 |
| Outils habilitants des systèmes | - | - | - | 1 605 | (1 530) | - | - | 75 |
| Enfin libre | - | - | - | 2 933 | (2 833) | - | - | 100 |
| Éducation préventive du CAMH | - | - | - | 525 | (525) | - | - | - |
| Accès coordonné | - | - | - | 13 182 | (12 792) | - | - | 390 |
| Partenariats stratégiques | - | - | - | 210 968 | (211 578) | - | - | 765 |
| Programme Qualité des services de santé | - | - | - | 26 493 | (26 451) | - | - | 42 |
| Bureau de l'Ombudsman des patients | - | - | - | 4 216 | (4 096) | - | - | 120 |
| Opérations de Santé Ontario | - | - | - | 2 321 | (2 319) | - | - | 2 |
| Réseau ontarien des soins palliatifs | - | - | - | 10 003 | (9 707) | - | - | 296 |

| | Sommes à recevoir des ministères au début de la période | Sommes dues aux ministères au début de période | Produits reportés au début de la période | Fonds reçus (recouvrement) | Sommes comptabilisées à titre de produits | Produits reportés à la fin de la période | Sommes à recevoir des ministères à la fin de la période | Sommes dues aux ministères à la fin de la période |
|--|---|--|--|----------------------------|---|--|---|---|
| Mesures déclarées par les patients : chirurgie orthopédique | - | - | - | 1 554 | (1 530) | - | - | 24 |
| Initiatives de coordination régionale | - | - | - | 10 539 | (10 539) | - | - | - |
| Soutien aux opérations de coordination régionales | - | - | - | 51 987 | (53 357) | - | - | 5 |
| Soutien aux opérations de coordination régionale – Services partagés | - | - | - | 35 559 | (35 358) | - | - | 201 |
| Équipes Santé Ontario | - | - | - | 68 296 | (68 221) | - | - | 75 |
| Programmes de santé et prestation | - | - | - | 928 004 | (1 276 991) | - | (352 571) | 3 584 |
| Numérisation du réseau provincial de diagnostic | - | - | - | - | (5 866) | - | (5 866) | - |
| Programme de financement des nouveaux médicaments | - | - | - | 832 095 | (1 115 569) | - | (283 474) | - |
| Génétique | - | - | - | 95 909 | (92 325) | - | - | 3 584 |
| Tests de dépistage et soins liés à la COVID-19 | - | - | - | - | (63 231) | - | (63 231) | - |
| Bureau du médecin hygiéniste en chef, Santé publique | - | - | - | 908 | (837) | - | - | 71 |
| Programmes de promotion de la santé : Programme pour la lutte contre le tabagisme chez les peuples autochtones | - | - | - | 608 | (537) | - | - | 71 |
| Programmes de santé publique | - | - | - | 300 | (300) | - | - | - |
| Stratégies relatives au numérique et à l'analytique | - | - | - | 561 009 | (556 081) | - | (3 575) | 8 503 |
| Numérique – programmes de dossier médical électronique et de visualiseurs cliniques pédiatriques | - | - | - | 29 050 | (29 020) | - | - | 30 |
| Répertoire numérique des médicaments | - | - | - | 1 969 | (1 877) | - | - | 92 |
| Projets à frais recouvrables du ministère de Cybersanté | - | - | - | 5 275 | (8 528) | - | (3 253) | - |
| Dossier d'évaluation intégré | - | - | - | 6 613 | (6 612) | - | - | 1 |
| Initiatives régionales de coordination numérique | - | - | - | 3 884 | (3 758) | - | - | 126 |
| Santé 811 | - | - | - | 52 688 | (47 872) | - | - | 4 816 |
| Dossier médical complet pour les Ontariens | - | - | - | 3 300 | (3 183) | - | - | 117 |
| Projet ontarien de coût par cas | - | - | - | 8 572 | (8 464) | - | - | 108 |
| Soins infirmiers en télémédecine | - | - | - | 934 | (934) | - | - | - |
| Transition de l'annuaire One Mail | - | - | - | 254 | (576) | - | (322) | - |
| Evidence 2 Practice | - | - | - | 5 247 | (5 246) | - | - | 1 |
| Projets numériques d'imagerie médicale | - | - | - | 3 500 | (3 500) | - | - | - |

| | Sommes à recevoir des ministères au début de la période | Sommes dues aux ministères au début de période | Produits reportés au début de la période | Fonds reçus (recouvrement) | Sommes comptabilisées à titre de produits | Produits reportés à la fin de la période | Sommes à recevoir des ministères à la fin de la période | Sommes dues aux ministères à la fin de la période |
|---|---|--|--|----------------------------|---|--|---|---|
| Numérique – Fonctionnement | - | - | - | 221 117 | (221 104) | - | - | 13 |
| Réseau Télémédecine Ontario | - | - | - | 27 174 | (27 140) | - | - | 34 |
| Intégration numérique des fournisseurs de soins de santé primaires et des fournisseurs de soins à domicile et en milieu communautaire | - | - | - | 24 900 | (24 471) | - | - | 429 |
| Services d'accès des patients par voie numérique | - | - | - | 18 900 | (18 428) | - | - | 472 |
| Programme de gestion centralisée des listes d'attente | - | - | - | 29 900 | (28 846) | - | - | 1 054 |
| Services numériques de données de santé provinciales | - | - | - | 5 080 | (5 079) | - | - | 1 |
| Cybersécurité | - | - | - | 22 000 | (21 999) | - | - | 1 |
| Soutien des équipes Santé Ontario – Virtuel | - | - | - | 29 266 | (28 605) | - | - | 661 |
| Fournir aux fournisseurs de soins de santé un accès modernisé au dossier médical des patients | - | - | - | 23 600 | (23 600) | - | - | - |
| Services numériques | - | - | - | 27 486 | (27 471) | - | - | 15 |
| Les patients avant la paperasse | - | - | - | 10 300 | (9 768) | - | - | 532 |
| Soins infirmiers et pratique professionnelle | - | - | - | 97 852 | (197 184) | - | (101 347) | 2 015 |
| Programme d'engagement communautaire pour les infirmières/infirmiers | - | - | - | 21 566 | (24 878) | - | (3 312) | - |
| ProfessionsSantéOntario | - | - | - | 4 756 | (4 899) | - | (143) | - |
| Préposé aux services de soutien à la personne | - | - | - | 4 020 | (4 110) | - | (90) | - |
| Remboursement temporaire des frais pour les infirmières et infirmiers formés à l'étranger et inactifs | - | - | - | 6 680 | (6 601) | - | - | 79 |
| Programme de remboursement des dépenses des résidents en médecine pour le Nord de l'Ontario | - | - | - | 2 573 | (637) | - | - | 1 936 |
| Programme de formation, de maintien en poste et d'emploi du personnel infirmier des services d'urgence | - | - | - | 4 724 | (4 724) | - | - | - |
| Programme élargi d'externat | - | - | - | 49 796 | (119 989) | - | (70 193) | - |
| Partenariat en matière d'expérience d'exercice infirmier sous supervision | - | - | - | 3 737 | (10 000) | - | (6 263) | - |
| Programme de mentorat clinique | - | - | - | - | (21 346) | - | (21 346) | - |
| Services aux médecins et aux prestataires | - | - | - | 279 111 | (278 324) | - | - | 787 |
| Soins exemplaires en soins primaires | - | - | - | 2 200 | (2 200) | - | - | - |
| Cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien et les équipes de santé familiale | - | - | - | 276 911 | (276 124) | - | - | 787 |

| | Sommes à recevoir des ministères au début de la période | Sommes dues aux ministères au début de période | Produits reportés au début de la période | Fonds reçus (recouvrement) | Sommes comptabilisées à titre de produits | Produits reportés à la fin de la période | Sommes à recevoir des ministères à la fin de la période | Sommes dues aux ministères à la fin de la période |
|---|---|--|--|----------------------------|---|--|---|---|
| Division des politiques en matière de soins de longue durée | - | - | - | 8 681 | (6 831) | 87 042 | (85 191) | - |
| Investissements pour les préposés aux services de soutien à la personne dans le secteur des soins de longue durée | - | - | - | 8 681 | (6 831) | 87 042 | (85 191) | - |
| Politique stratégique et services en français | - | - | - | 58 408 | (58 354) | - | (1 026) | 1 080 |
| Initiatives en matière de santé des personnes noires | - | - | - | 11 300 | (10 292) | - | - | 1 008 |
| Stratégie des collectivités hautement prioritaires | - | - | - | 25 000 | (24 928) | - | - | 72 |
| Santé de la population | - | - | - | 22 108 | (23 134) | - | (1 026) | - |
| Fournisseurs de services de santé régionaux | - | - | - | 34 449 906 | (34 809 646) | 43 998 | (700 859) | 297 121 |
| Fournisseurs de services de santé régionaux | - | - | - | 34 449 906 | (34 809 646) | 43 998 | (700 859) | 297 121 |
| Total général | (1 133 493) | 943 156 | 172 578 | 40 284 643 | (40 057 761) | 131 040 | (1 296 985) | 1 125 856 |

Annexe 2 : Ombudsman des patients

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

| Charges d'exploitation par article | Budget de 2024 | Réel de 2024 | Réel de 2023 |
|--|----------------|--------------|--------------|
| Salaires et avantages sociaux | 2 924 | 3 597 | 3 489 |
| Coûts d'occupation | 60 | 49 | 237 |
| Acquisition de services | 17 | 76 | 164 |
| Assistance et maintenance de la technologie de l'information | 176 | 136 | 162 |
| Autres charges d'exploitation | 119 | 238 | 112 |
| Total | 3 296 | 4 096 | 4 164 |